

ment mieux pour eux et pour le pays. Ils produisent sur une plus grande échelle des choses qu'ils vendent plus avantageusement. Leurs bénéficiaires sont plus considérables et ils font probablement plus de bien, eux-mêmes, à l'industrie nationale.

Cependant, le beurre est rare au Canada, je le répète, et j'ai dit pourquoi. Nous avons un pays vaste possédant d'immenses ressources; notre jeunesse a les plus grands avantages pour s'adonner à de plus grandes entreprises et l'industrie laitière, surtout la traite des vaches, est une besogne ennuyeuse. Je le sais, car je m'y suis livré plus ou moins pendant dix-huit ans, et il n'est pas agréable, lorsque le thermomètre marque 90 degrés à l'ombre, qu'une vache passe sur ses deux yeux sa queue, qui n'est pas des plus propres. Aussi longtemps que je pourrai vendre des bouvillons, je ne m'exposerai pas à cet inconvénient si je puis m'en dispenser. J'ai de la sympathie pour les jeunes gens, et voilà pourquoi, en ce qui me concerne—et des centaines d'individus, mes voisins, par toute la grande province à pâturages de l'Alberta sont dans le même bateau—nous renonçons à l'industrie laitière aussitôt que possible et nous élevons des bêtes à corne.

Non seulement le beurre est rare en ce pays, mais, à cause de sa rareté, le prix en est élevé, du moins, comparativement à celui de l'oléomargarine. Le beurre étant difficile à obtenir, les matières grasses étant nécessaires à l'alimentation humaine, et l'oléomargarine coûtant beaucoup moins cher, je déclare que, nous, Canadiens, nous devons avoir plus de largeur de vue et être prêts à laisser notre beurre l'emporter grâce à sa qualité, tout en accordant à l'habitant des villes une certaine latitude pour se procurer un article moins cher, s'il désire l'acheter tel que des Canadiens l'ont fabriqué dans le but de le vendre.

On a parlé des grands intérêts, comme l'a fait remarquer le député de Frontenac (M. Edwards). Or, il existe de puissants intérêts dans l'agriculture et l'industrie laitière. Lors de la dernière élection de l'Alberta, dans un parti opposé au mien, il y avait un candidat qui posait au libre-échangiste et qui du reste avait été libre-échangiste. Durant la première semaine de la campagne de 1917 il parlait exactement comme le député d'Oxford-Sud (M. Sutherland) et ses amis l'ont fait ce soir, c'est-à-dire contre l'introduction au pays de la margarine. Cela a bien été jusqu'au jour où son adversaire, que je ne nommerai pas ici, découvrit que ce cultivateur libre-

échangiste avait réalisé un joli montant en vendant des propriétés à Edmonton et avait placé environ \$17,000, je crois, dans une fabrique de beurre d'Edmonton. Ce petit incident montre bien comment, même un cultivateur et un libre-échangiste peut combattre quand ses propres intérêts sont en jeu. Naturellement, le candidat heureux dans cette élection exploita ces faits et du moment qu'il s'en servit, ses auditeurs en furent si enthousiasmés que le cultivateur libre-échangiste dut retourner à ses vieilles croyances, parce qu'il cessa immédiatement de parler de margarine. Il y a intérêts et intérêts; l'opposition à ce bill cache des intérêts et probablement on en trouverait d'autres en faveur de la partie adverse.

Je veux terminer comme j'ai débuté en disant que nous devrions avoir un peu de considération pour les autres, nous devrions nous montrer raisonnables à l'égard des vues du prochain. Il fut un temps où 70 à 80 p. 100 des habitants s'occupaient d'agriculture et il n'y en a plus aujourd'hui que 48 p. 100. La majorité habite aujourd'hui les villes et les villages et je dois dire que, loin de voir quelque chose de répréhensible dans les arguments de ces dames—lady Pope entre autres—citées par mon honorable ami, j'admire beaucoup leur manière de voir. Elles ne se sont placées ni au point de vue de la politique, ni à celui des partis; mais leur attitude toute sympathique est celle qu'ont les femmes vivant dans une société où l'on peut se procurer du beurre, vis-à-vis des pauvres qui doivent se priver de tout et calculer le budget chaque semaine, comme on en trouve dans les villes où ils viennent juste à bout d'atteindre la fin de l'année sans dettes. C'est une honte de voir que de telles choses existent dans notre pays. Avec la multiplicité de nos ressources et une population de moins de deux personnes au mille carré tout le monde devrait vivre à l'aise en Canada, et je crois que le jour viendra où nous atteindrons cette situation. Nous n'y arriverons pas en mettant des restrictions au commerce, ni en mettant des interdits un peu partout, nous n'y arriverons pas en mettant des obstacles à l'importation, à la fabrication et aux ventes. Les importations entraînent les exportations, la fabrication et les ventes, et c'est ce dont nous avons besoin pour payer notre dette de guerre et nous mettre à l'aise. Je suis heureux d'avoir pu appuyer un projet ministériel réellement utile et de dire